

Marché public de Travaux

GRAND PORT FLUVIO-MARITIME DE L'AXE SEINE

HAROPA PORT – Le Havre

(Maîtrise d'ouvrage)

Direction des Opérations

Service des Equipements Portuaires

(Maîtrise d'œuvre)

ACCORD-CADRE D'INSPECTION ET DE TRAVAUX SUBAQUATIQUES

REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C)

Consultation relative à un Appel d'Offres Ouvert
(Articles L.2124-2 ; R.2124-1 et R.2124-2.1° du Code de la Commande Publique)

Date limite de remise des offres : 31 mai 2024 à 12 heures

SOMMAIRE

1	OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1	Objet de la consultation	3
2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1	Etendue de la consultation	3
2.2	Décomposition en tranches et en lots.....	4
2.3	Nature de l'attributaire	4
2.4	Variantes.....	4
2.5	Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières	4
2.6	Durée de l'accord cadre - Délais d'exécution.....	4
2.7	Délai de validité des offres	4
2.8	Modification de détail au dossier de consultation.....	4
2.9	Modalités de financement et de paiement	5
2.9.1	<i>Modalités de financement</i>	<i>5</i>
2.9.2	<i>Modalités de paiement</i>	<i>5</i>
2.10	Normes	5
2.11	Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité du travail	5
3	ETABLISSEMENT ET PRESENTATION DES OFFRES	5
4	JUGEMENT DES OFFRES.....	9
4.1	Critères de jugement des offres	9
4.2	Modalités de jugement des offres	10
4.2.1	<i>Vérification des offres et correction d'erreurs matérielles.....</i>	<i>11</i>
4.2.2	<i>Formes des décompositions et des sous-détails</i>	<i>11</i>
4.2.3	<i>Information des soumissionnaires.....</i>	<i>11</i>
5	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	12
6	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	12

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que le présent règlement de la consultation n'a aucune valeur contractuelle et ne figure pas au nombre des pièces constitutives de l'accord-cadre telles qu'énoncées à l'article 2 du CCP.

Il ne pourra donc en aucun cas être opposé à la Personne Publique en cas de réclamation ou de recours contentieux. Toutefois, le présent règlement fixe les modalités d'organisation de la consultation dont le non-respect par les soumissionnaires est susceptible d'entraîner leur élimination.

PREAMBULE

Le marché public sera conclu avec le Grand Port Fluvio-Maritime de l'axe Seine, établissement public de l'Etat, dont le siège est situé au 71 quai Colbert, 76600 Le Havre, représenté par Florian WEYER, Directeur général délégué en charge de la Direction territoriale du Havre, domicilié Terre-plein de la Barre - CS 81413 - 76067 LE HAVRE Cedex », et ci-après dénommé « HAROPA PORT - Le Havre ».

1 OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet les inspections de reconnaissance et de contrôle subaquatiques et les travaux d'entretien et de réparation des ouvrages ou équipements mobiles et/ou flottants y compris des engins nautiques pour le compte de HAROPA PORT – Le Havre. Il a également pour objet la reconnaissance d'objets détectés par HAROPA PORT - Le Havre.

Ces travaux comprennent notamment :

- des inspections subaquatiques de reconnaissance ou de contrôle,
- des travaux subaquatiques d'entretien et de réparation,
- des travaux de dévasage et de nettoyage,
- la mise en place de matériel de mesures océanographiques, de fourreaux ou de câbles subaquatiques.

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Etendue de la consultation

La présente consultation est lancée suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert définie aux articles L.2124-2 ; R.2124-1 et R.2124-2.1° du Code de la commande publique. Elle est soumise aux dispositions des articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique concernant les marchés publics passés suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert.

L'accord-cadre à intervenir sera un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande suivant la définition donnée aux articles L.2125-1.1° et R.2162-1 à R.2162-6 du Code de la commande publique. Il est soumis aux dispositions des articles R.2162-13 à R.2162-14 du même Code.

L'accord-cadre est conclu avec un engagement sur un minimum de prestations de 800 000 € HTVA. Le volume total des prestations susceptibles d'être réalisées dans le cadre du présent accord-cadre pourra être porté au maximum à 3 500 000 € HTVA

Les soumissionnaires devront compléter « l'Extrait Quantitatif de Prestations Témoins » joint en annexe au présent Règlement de la Consultation. Ce document, établi à titre indicatif, est destiné au seul jugement des offres et ne saurait constituer un engagement de HAROPA PORT - Le Havre sur un montant de travaux à réaliser. Le titulaire ne pourra pas élever de réclamation si les quantités portées sur ce document n'étaient pas atteintes ou étaient dépassées.

2.2 Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ; l'accord-cadre n'est pas alloti.

2.3 Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu soit avec un seul opérateur économique, soit avec des opérateurs économiques groupés.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas de groupement d'opérateurs économiques, en application des dispositions des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique, le groupement doit avoir été constitué dès le stade de la candidature, et aucune modification ne peut intervenir dans la composition du groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, sous réserve des dispositions de l'article R.2142-26.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur notamment en cas de défaillance de l'un des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le candidat indique dans l'Acte d'Engagement le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

2.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.5 Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières

Les candidats n'ont pas de complément à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

2.6 Durée de l'accord cadre - Délais d'exécution

La durée de l'accord cadre et les délais d'exécution sont fixés à l'article 3 de l'Acte d'Engagement et ne pourront pas être modifiés par les soumissionnaires.

Les dates et/ou périodes d'intervention et les délais d'exécution seront précisés sur chaque bon de commande.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que certains travaux ou interventions pourront être commandés en urgence. Dans ce cas, le titulaire devra pouvoir intervenir et entreprendre l'exécution des prestations dans un délai de 24 heures, à compter de la commande téléphonique (confirmée par courriel).

2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres, est fixé dans le cadre de l'Acte d'Engagement à cent-quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.8 Modification de détail au dossier de consultation

HAROPA PORT | Le Havre se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres initiales, des modifications de détail au dossier de consultation. Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les soumissionnaires, la date limite fixée pour la remise des offres es reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9 Modalités de financement et de paiement

2.9.1 Modalités de financement

Les travaux faisant l'objet de la consultation seront rémunérés dans le cadre du budget de fonctionnement de HAROPA PORT – Le Havre et seront financées totalement par lui.

Le titulaire de l'accord cadre a la possibilité de céder ou nantir sa créance. L'exemplaire unique de l'accord cadre est délivré sur sa demande au titulaire.

2.9.2 Modalités de paiement

Les prestations seront réglées, après exécution relative à chaque bon de commande, sur présentation de la facture correspondante, par application des prix unitaires figurant au Bordereau des Prix Unitaires et des prix forfaitaires de l'Etat des Prix Forfaitaires aux quantités réellement exécutées.

Les prix sont révisables annuellement sur la base de l'index TP 02« Travaux de génie civil et d'ouvrage d'art neuf ou rénovation » base 100 en janvier 2010, dans les conditions fixées à l'article 3.4 du C.C.A.P.

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie

Sauf refus du titulaire, il est prévu le versement d'une avance dans les conditions fixées à l'article 5.2 du C.C.A.P. et aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique.

2.10 Normes

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer à la personne publique des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter à la personne publique les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

2.11 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité du travail

Les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité relatives aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, prévues par le décret 2008-244 du 7 mars 2008 (articles R4512-6 à R4512-12 du Code du Travail), le décret 92-158 du 20 février 1992, l'arrêté du 19 mars 1993 s'appliquent au présent accord-cadre. Les entreprises seront tenues de se conformer aux obligations prévues par ladite réglementation. Le C.C.A.P. précise, le cas échéant, les dispositions particulières à prendre pour l'établissement et l'application du Plan de Prévention. Les entreprises seront tenues de se conformer aux obligations prévues par ladite réglementation. Le C.C.T.P. et le bon de commande précisent, le cas échéant, les dispositions particulières à prendre pour l'établissement et l'application du Plan de Prévention.

3 ETABLISSEMENT ET PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation est mis gratuitement à la disposition des candidats sous format dématérialisé sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr> dans les conditions qui y sont précisées.

Ceux-ci pourront s'authentifier sur le site et indiquer une adresse courriel permettant de façon certaine une correspondance électronique, notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

L'adresse courriel utilisée par les entreprises pour le dépôt de leur candidature et de leur offre sur le profil d'acheteur sera l'adresse **exclusivement retenue** pour tous les échanges avec accusé de réception électronique entre HAROPA PORT - Le Havre et les entreprises, au cours de la procédure de passation.

Seul fait foi le document papier dont l'exemplaire original est conservé dans les archives de HAROPA PORT | Le Havre. En conséquence, le Maître d'Ouvrage ne pourra être tenu pour responsable des erreurs, anomalies ou omissions qui pourraient être relevées sur ce support numérique.

Les offres des soumissionnaires ainsi que les documents associés seront entièrement rédigés ou traduits en langue française. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du Maître d'Ouvrage. Dans l'hypothèse où les documents seraient traduits, la traduction en français sera jointe aux éléments remis par le soumissionnaire.

Le dossier à remettre par les soumissionnaires comprendra les pièces suivantes présentées sous la forme des documents listés ci-dessous. **Chaque document devra être clairement identifié et distinct.**

I - CANDIDATURE

Dans le cas d'un mandat donné à une entreprise ayant pour activité le dépôt de plis par voie dématérialisée pour le dépôt électronique, joindre l'acte d'habilitation du mandataire.

Le Document Unique de Marché Européen (DUME) conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique ou Les formulaires CERFA (Lettre de candidature – habilitation du mandataire par ses co-traitants : DC1 - Déclaration du soumissionnaire individuel ou du membre du groupement : DC2) comportant les éléments ci-après et accompagnés des justificatifs correspondants :

- **Situation Personnelle :**

Pour les groupements, si la candidature et/ou les offres ne sont pas présentées par l'ensemble des membres du groupement, le mandataire dûment habilité devra justifier des habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation de l'accord-cadre conformément aux dispositions de l'article R.2142-23 du Code de la commande publique.

- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne physique ayant le pouvoir d'engager le soumissionnaire individuel ou le membre du groupement,
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la justification de l'habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution de l'accord-cadre.

En application des dispositions des articles L.2141-12 et L.2195-4 du Code de la Commande Publique, en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés, aux articles L.2141-1 à L.2141-11 de ce même Code, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité ; si l'accord-cadre a fait l'objet d'un commencement d'exécution, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'en faire poursuivre l'exécution aux frais et risques de l'entrepreneur, en application des dispositions de l'article 50.3.1 du C.C.A.G-Travaux.

- **Capacité économique et financière :**

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du soumissionnaire et, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord cadre public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

- **Capacités techniques du soumissionnaire :**

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat (en particulier, les effectifs possédant une formation COFREND de niveau 2, les effectifs possédant la qualification professionnelle « scaphandrier-inspecteur », ceux en possession d'un certificat de qualification professionnelle « d'Agent d'inspection », ceux qualifiés selon la norme NF EN ISO 15618-1 pour les travaux de soudure, ainsi que ceux possédant la qualification « 1S MER » du CEFACOR et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation de l'accord-cadre ;
- Présentation d'une liste des travaux notamment dans l'exécution de travaux et de contrôle subaquatiques effectués au cours des cinq (5) dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

- **Certificats de qualifications professionnelles :**

- le certificat de qualification professionnelle 763 « Travaux Subaquatiques – Travaux exécutés par scaphandriers, mention A, quel que soit leur équipement ».
- Les candidats pourront justifier de leur capacité à réaliser les travaux en joignant uniquement le certificat correspondant. Toutefois en l'absence de certificat, le candidat pourra apporter la preuve de sa capacité par tous moyens de preuve équivalent notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;

En cas d'impossibilité pour les soumissionnaires de produire les documents cités ci-avant, ceux-ci pourront justifier de leur capacité financière et technique par tous moyens.

Conformément aux dispositions de l'article R.2142-3 du Code de la commande publique, les candidats sont informés que pour justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières, ils peuvent demander à ce que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs opérateurs économiques (co-traitants, sous-traitants...). Il leur appartient dès lors de demander à l'appui de leur candidature que soient prises en compte les capacités de ce(s) opérateur(s) économique(s) et de justifier ainsi du fait qu'ils en disposent pour l'exécution de l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié conformément à aux articles R.2143-11 et R.2143-12 du Code de la commande publique.

II - OFFRE

Ces documents seront établis dans les conditions définies ci-après :

L'Acte d'Engagement

Ce document devra être complété par le représentant qualifié de l'entreprise soumissionnaire, ou de chacune des entreprises groupées. Dans cette seconde hypothèse, le mandataire du groupement devra dans son offre joindre un mandat de la part de ses co-traitants l'habilitant à le faire.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance éventuellement prévue à l'article 5.2 du C.C.A.P., ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

A cet Acte d'Engagement sont jointes deux annexes :

- **Annexe 1 : un relevé d'identité bancaire au format IBAN/BIC**

En cas de groupement, et pour des entreprises désirant être payées séparément, chacun des membres du groupement devra joindre un relevé d'identité bancaire au format IBAN/BIC.

- **Annexe 2 : Déclaration de sous-traitance (DC4)**, annexe à l'acte d'engagement en cas de sous-traitance à compléter et y joindre : la déclaration du candidat – formulaires DC2– les certificats fiscaux et parafiscaux ainsi que ses capacités professionnelles conformément au paragraphe 3°) ci-avant. Chaque sous-traitant présenté devra faire l'objet d'un DC4 distinct. Que les sous-traitants soient désignés ou non à l'accord-cadre, le concurrent devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter.

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières assorti de son annexe « Demande d'Acceptation de Fournitures ».

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières assorti de son annexe « plan n°9694 – situation des ouvrage de HAROPA PORT | Le Havre ».

Un Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité

Le soumissionnaire devra établir un Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité selon la définition de la norme ISO 9001 ou équivalente, appliquée au contrat.

Celui-ci comprendra au minimum :

- L'engagement qualité de la direction générale,
- La description du système de qualité de l'Entreprise,
- Les procédures, la sélection et le choix des fournisseurs et sous-traitants,
- Les procédures concernant la maîtrise des processus,
- Les procédures d'identification et de traçabilité des produits,
- Les procédures de contrôle et d'essais,
- Les procédures de maîtrise du produit non conforme,
- Les procédures d'actions correctives et préventives,
- L'identification des différents contrôles d'exécution réalisés sur l'ensemble de l'accord cadre, complétés des points d'arrêt et des points de convocation du Maître d'ouvrage.

Ce document, éventuellement mis au point, sera annexé au contrat.

Un Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Environnement

Son contenu reprend la logique de la norme ISO 14001 ou équivalente ou du système de management environnemental mis en œuvre par l'entreprise. Il est basé sur les spécifications du document de consultation afin de définir les objectifs environnementaux du chantier.

Le SOPAE reprendra toutes les actions à réaliser pour la mise en œuvre et le contrôle de toutes les prescriptions demandées et validées par le Maître d'ouvrage.

L'Etat des Prix Forfaitaires assorti des conditions d'application des prix forfaitaires,

Cadre ci-joint à compléter, et à dater.

Le Bordereau des Prix unitaires assorti de ses conditions d'applications des prix unitaires,

Cadre ci-joint à compléter, et à dater.

L'Extrait Quantitatif des Prestations Témoins (E.Q.P.T)

Cadre ci-joint au format WORD, à compléter, dater et à retourner sous format WORD

Ce document, établi à titre indicatif, est destiné au seul jugement des offres et ne saurait constituer un engagement de HAROPA PORT - Le Havre sur un montant de prestations à réaliser. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation si les quantités portées sur ce document n'étaient pas atteintes ou étaient dépassées.

L'(les) attestation(s) d'assurance

Tel que précisé à l'article 8.3 du C.C.A.P.

Le plan 9694B situation des ouvrages – Plan de zone de plongée

Le mémoire technique d'exécution des travaux

Les soumissionnaires fourniront un mémoire technique **contenant** les dispositions qu'ils se proposent d'adopter pour l'exécution des travaux subaquatiques. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entrepreneur. Le mémoire technique devra au minimum préciser de manière détaillée :

- Intervention urgente (cf 3.2 acte d'engagement) : L'organisation et les modalités mises en œuvre pour exécuter les prestations (moyens matériels et humains (le(s) équipe(s) dédiée(s), les interlocuteurs et leurs qualifications), envisagés pour l'exécution des prestations en fonction du type d'intervention (moyens pour 1 équipe, et/ou 2 équipes en simultanée),
- Intervention programmée (intervention anticipée et non anticipée ; cf 3.2 acte d'engagement): L'organisation et les modalités mises en œuvre pour exécuter les prestations (moyens matériels et humains (le(s) équipe(s) dédiée(s), les interlocuteurs et leurs qualifications), envisagés pour l'exécution des prestations en fonction du type d'intervention (moyens pour 1 équipe, et/ou 2 équipes en simultanée),
- La politique générale de sécurité de l'entreprise ainsi que les mesures spécifiques qui seront mises en œuvre, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre pour assurer la sécurité, du chantier et du personnel intervenant et notamment concernant l'absence de caisson hyperbare dans la région Normandie (documents, certificat de contrôle justifiant le bon fonctionnement du caisson hyperbare).

La copie de la licence d'exploitation des fréquences radios.

A défaut par les soumissionnaires d'avoir remis dans leur offre tous les éléments de prix et le cas échéant de délai, il sera fait application des dispositions de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique.

Les soumissionnaires pourront être appelés à préciser ou compléter par écrit la teneur de leur offre.

4 JUGEMENT DES OFFRES

4.1 Critères de jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-6 ; R.2152-7 ; R.2152-11 ; R.2152-12 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

Après examen de l'ensemble des offres, l'Entité Adjudicatrice attribuera l'accord-cadre au soumissionnaire dont l'offre est jugée économiquement la plus avantageuse en se fondant sur les critères et pondération ci-après, classés par ordre décroissant d'importance :

- 1) Le prix des travaux subaquatiques proposés (sur 60 points).
- 2) La valeur technique de l'offre (sur 40 points).

L'accord-cadre sera attribué à l'offre ayant obtenu la meilleure note résultant de l'analyse par pondération des différents critères dont les modalités sont définies ci-après.

Chaque critère sera noté comme suit :

➤ **Critère n°1 : Prix des prestations (sur 60 points) :**

La note relative à ce critère sera attribuée à chaque soumissionnaire au prorata de l'écart entre son offre et l'offre moins disante (sous réserve que cette offre n'ait pas été jugée anormalement basse), l'offre moins-disante obtenant la note 60.

La formule est la suivante :

$$\text{Note du soumissionnaire} : 60 \times \frac{(\text{Offre moins disante})}{(\text{Offre du soumissionnaire})}$$

➤ **Critère n°2 : Au titre de la valeur technique (sur 40 points) :**

La note relative à ce critère est basée sur 40 points et se compose de la somme des notations partielles des renseignements demandés dans le mémoire technique, à savoir :

- a) Intervention urgente : L'organisation et les modalités mises en œuvre pour exécuter les prestations (moyens matériels et humains (le(s) équipe(s) dédiée(s), les interlocuteurs et leurs qualifications), envisagés pour l'exécution des prestations en fonction du type d'intervention (moyens pour 1 équipe, et/ou 2 équipes en simultanée) (**noté sur 20 points**).
- b) Intervention programmée (intervention anticipée et non anticipée : L'organisation et les modalités mises en œuvre pour exécuter les prestations (moyens matériels et humains (le(s) équipe(s) dédiée(s), les interlocuteurs et leurs qualifications), envisagés pour l'exécution des prestations en fonction du type d'intervention (moyens pour 1 équipe, et/ou 2 équipes en simultanée) (**noté sur 10 points**).
- c) Les mesures spécifiques qui seront mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché/accord-cadre pour assurer la sécurité du chantier et du personnel intervenant (**noté sur 10 points**).

Chaque sous-critère sera évalué par application d'une note variable appréciée comme suit :

- 0 % = Information inexistante
- 25 % = Offre peu satisfaisante
- 50 % = Offre moyennement satisfaisante
- 75 % = Offre satisfaisante
- 100 % = Offre très satisfaisante

4.2 Modalités de jugement des offres

La note finale attribuée à chaque soumissionnaire sera donc établie de la sorte :

$$\text{Note soumissionnaire (sur 100)} = \text{note prix (sur 60)} + \text{note valeur technique (sur 40)}$$

Les offres seront classées par ordre décroissant selon la note finale obtenue telle que définie ci-dessus et l'accord-cadre attribué à l'offre la mieux classée.

Si le titulaire pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations nécessaires à la recevabilité de sa candidature (à l'exclusion des documents mentionnés à l'article D.113-14 du Code des relations entre le public et l'administration) dans un délai de dix (10) jours à compter de la demande qui lui en sera faite, conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du soumissionnaire sera prononcée par la personne habilitée à représenter l'entité adjudicatrice qui présentera la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

Dans ce cadre, le titulaire sera invité à signer soit électroniquement, soit de façon manuscrite le marché public. L'original du marché public sera conservé à HAROPA PORT - Le Havre. Le marché public sera notifié par voie dématérialisée sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La personne habilitée à représenter l'entité adjudicatrice pourra à tout moment mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

4.2.1 Vérification des offres et correction d'erreurs matérielles

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif à titre indicatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif à titre indicatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif à titre indicatif qui sera pris en considération.

Si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un soumissionnaire, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

4.2.2 Formes des décompositions et des sous-détails

HAROPA PORT – Le Havre se réserve la possibilité, pour le jugement des offres, de demander aux soumissionnaires une décomposition complémentaire d'un ou plusieurs des prix forfaitaires de l'état des prix forfaitaires, ainsi qu'un sous-détail complémentaire d'un ou de plusieurs des prix unitaires du bordereau des prix unitaires. A défaut par le soumissionnaire de remettre cette décomposition ou ce sous-détail dans le délai figurant sur la demande qui lui en aura été faite, HAROPA PORT – Le Havre pourra décider de ne pas prendre en considération l'offre du soumissionnaire.

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée sera présentée sous la forme d'un détail estimatif comprenant pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage la quantité à exécuter prévue par le soumissionnaire et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs ; il sera en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage de frais généraux et impôts et taxes autres que la T.V.A., ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée en pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé donnera le contenu du prix en distinguant :

- les déboursés ou frais directs
- les frais généraux, impôts et taxes autres que la TVA exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus
- la marge pour risques et bénéfice exprimée en pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

4.2.3 Information des soumissionnaires

En application des dispositions des articles R.2181-1 ; R.2181-3 ; R.2181-4 et R.2182-1 et R.2182-2 du Code de la commande publique, à l'issue du jugement des offres, les soumissionnaires écartés seront avisés individuellement du nom de l'attributaire et du montant de l'accord-cadre.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative (Décret n° 2015-1717 du 22 décembre 2015), les soumissionnaires sont informés qu'ils disposent d'un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la décision de la personne habilitée à représenter le Pouvoir Adjudicateur de rejet de leur offre pour se pourvoir devant le tribunal administratif compétent.

5 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres administratives et financières devront parvenir au plus tard au jour indiqué sur la page de garde du présent règlement par voie dématérialisée sur le profil d'acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr> dans les conditions qui y sont indiquées.

Il est précisé que la plateforme ne limite pas la taille du dossier qui peut y être déposé et que les formats de fichier suivants sont acceptés : .doc, .xls, .pdf, .ppt, .dwg, .jpeg, .mpeg, .AVI, .docx.

En cas de difficultés pour le dépôt d'une offre, les soumissionnaires peuvent se rapprocher de la plateforme des achats, dans les conditions suivantes : Adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour rappel, la signature électronique n'est pas exigée.

Les soumissionnaires pourront en plus de l'envoi électronique envoyer une copie de sauvegarde au format papier ou électronique physique (USB, CD ...) en précisant sur l'enveloppe extérieure « **COPIE DE SAUVEGARDE** » à l'adresse postale précisée ci-dessous :

HAROPA PORT – Le Havre

Service des Achats et de la Commande publique – Pole commande publique
Terre-plein de la Barre
CS 81413
76067 LE HAVRE CEDEX

Cette copie ne sera valable que si elle respecte la date et l'heure limite de remise des offres.

6 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires (administratifs et techniques) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les soumissionnaires devront faire parvenir leur demande par voie dématérialisée sur le profil d'acheteur.

- Pour les questions administratives, il est également possible de contacter le Secrétariat du Service des Achats et de la commande publique, pôle commande publique par téléphone au 02.32.74.69.58.
- Pour les questions techniques, celles-ci devront parvenir au plus tard huit (8) jours avant la date limite de remise des offres, obligatoirement par demande écrite.

Une réponse sera alors adressée à tous les soumissionnaires, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres initiales. Si cette date est reportée, la date limite de dépôt des questions sera reportée en conséquence.

Le lieu des travaux se trouvant sur un site industriel en exploitation fermé interdit au public, les candidats désirant se rendre sur le site devront s'adresser à :

Pour prendre rendez-vous, les candidats devront s'adresser à :

HAROPA PORT | Le Havre

Monsieur Karl HUARD

Quai de New-York

76067 LE HAVRE CEDEX

Tél : 02.32.74.69.78 / 06.60.34.21.46

Courriel : Karl.HUARD@haropaport.com